

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.541/4
DU 23 DÉCEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 27 novembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions diverses (II)", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 17 et 23 décembre 2008, a donné, à cette dernière date, l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.541/4
VAN 23 DECEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 27 november 2008 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen (II)", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 17 en 23 december 2008, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven:

Observation préalable

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si l'avant-projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité de déposer un projet de loi devant le Parlement.

*
* *

Recevabilité de l'avant-projet

Les articles 5, 6, 8, 10, 11, 13, 14, 16, 17, 18 et 19 de l'avant-projet de loi à l'examen ont fait l'objet de l'avis 45.452/1/3/4, donné le 18 novembre 2008, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions diverses (II)" ⁽¹⁾.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi, et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Il en va différemment lorsqu'il est envisagé d'insérer dans le texte des dispositions entièrement nouvelles, dont le contenu est indépendant des observations ou suggestions formulées dans le premier avis de la section de législation: en pareil cas, une nouvelle consultation de la section de législation est requise, portant sur les dispositions nouvelles.

⁽¹⁾ *Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n/ 1609/1, pp. 15 et sv.

En conséquence, les articles 5, 6, 8, 10, 11, 13, 14, 16, 17, 18 et 19 de l'avant-projet de loi à l'examen ne seront pas examinés.

Examen de l'avant-projet

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

TITRE I^{er} - DISPOSITION GÉNÉRALE

Ce titre n'appelle aucune observation.

TITRE II - ASILE ET IMMIGRATION

Chapitre 1^{er} - Modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Article 7

L'article 7, 1/, de l'avant-projet a pour objet de compléter l'article 39/69, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, afin d'y prévoir de nouvelles hypothèses dans lesquelles il n'y a pas d'inscription au rôle. Le 7/ en projet prévoit que d'autres cas pourraient être définis par le règlement de procédure qui doit être déterminé à l'article 39/68, c'est-à-dire un règlement déterminé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

.../...

La section de législation n'aperçoit toutefois pas les autres hypothèses que pourrait prévoir ce règlement et le commentaire de l'article est muet sur ce point. Compte tenu des motifs de non-inscription au rôle déjà expressément prévus dans la loi, l'habilitation conférée au Roi par l'article 39/69, § 1^{er}, alinéa 3, devrait être mieux circonscrite ⁽²⁾ ou, compte tenu des nouvelles hypothèses de non-enrôlement déjà prévues par la disposition en projet, supprimée.

Article 9

L'article 39/73, § 1^{er}, alinéas 2 à 6, en projet, de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit:

"Le président de chambre ou le juge désigné par celui-ci qui possède au moins 3 ans d'ancienneté de grade, informe sans délai par ordonnance les parties requérante, défenderesse et, le cas échéant, l'étranger qui a intérêt au jugement de l'affaire dans le cas d'un recours introduit par le Ministre ou son délégué, que le recours est sans objet ou manifestement irrecevable ou qu'il fait l'objet d'un désistement ou qu'il doit être rayé du rôle.

La partie requérante est présumée se désister de l'instance si elle n'introduit pas dans les quinze jours à dater de la notification de l'ordonnance visée à l'alinéa 2 une note justificative. Cette note justificative est limitée à une réplique au motif du rejet invoqué dans l'ordonnance.

Il est fait mention de la présente disposition dans l'ordonnance et le motif du rejet y est succinctement décrit.

Si la partie requérante introduit une note justificative dans le délai prévu, le président de chambre ou le juge désigné par celui-ci qui possède au moins 3 ans d'ancienneté de grade se prononce sans délai. S'il ne prononce pas le rejet du recours pour le motif invoqué à l'alinéa 2, la procédure est alors poursuivie conformément aux articles suivants.

Si la partie requérante n'a pas introduit de note justificative dans le délai défini à l'alinéa 3, le président de chambre ou le juge désigné par celui-ci qui possède au moins 3 ans d'ancienneté de grade prononce alors sans délai le désistement d'instance."

⁽²⁾ Voir l'avis 39.717/AG, donné le 21 février 2006, sur un avant-projet devenu la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des Étrangers (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 2479/1, p. 340).

Telle qu'elle est formulée, cette disposition ne peut être admise pour les raisons suivantes:

1. Soit il s'agit, à l'alinéa 2 en projet, d'indiquer que le président - ou le juge qu'il désigne - prend une décision par ordonnance et qu'il transmet ensuite cette ordonnance aux différentes parties. Dans ce cas, la disposition en projet ne peut être admise. En effet, en prévoyant que le juge prend une décision avant d'avoir pu obtenir la moindre explication des parties, la procédure mise en place ne permet pas d'assurer le caractère contradictoire du débat.

Soit il s'agit de préciser uniquement que le président - ou le juge qu'il désigne -, lorsqu'il a l'intention de prendre une décision concluant que le recours est sans objet, manifestement irrecevable ou qu'il fait l'objet d'un désistement ou qu'il doit être rayé du rôle, doit en informer préalablement les parties. Dans ce cas, la disposition en projet doit être réécrite en ce sens.

2. De manière plus fondamentale, et s'agissant de la première séquence d'une procédure juridictionnelle substantielle ⁽³⁾, il convient de prévoir, dans le mécanisme envisagé, conformément aux principes généraux qui régissent l'organisation des

⁽³⁾ À cet égard, comme l'a récemment rappelé la Cour constitutionnelle, qui a également mis l'accent sur ce que le droit à un recours juridictionnel effectif est un principe général de droit (arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, B.40.2 et B.59.2), le Conseil du contentieux des étrangers agit aussi, dans une certaine mesure, comme juge de pleine juridiction lorsqu'il statue sur la base de l'article 39/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (*ibidem*, B.29.5). Dans le même arrêt, la Cour constitutionnelle a également considéré que: "Le caractère principalement écrit de la procédure devant le Conseil du contentieux des étrangers accompagné de la possibilité pour les parties et leur avocat d'exprimer leurs remarques oralement à l'audience, ainsi que le prévoit le dernier alinéa de l'article 39/60, ne porte pas atteinte au droit à un contrôle juridictionnel et au droit à un recours effectif" (B.28.1).

procédures juridictionnelles en droit interne ⁽⁴⁾, la faculté pour la partie qui le requiert expressément dans le délai qui lui est imparti à cet effet de pouvoir faire valoir ses observations lors d'une audience devant son premier juge que constitue le Conseil du contentieux des étrangers ⁽⁵⁾.

L'article 9 doit en conséquence être revu pour tenir compte de ces deux observations.

Chapitre 5 - Dispositions transitoires

Ce chapitre n'appelle aucune observation.

⁽⁴⁾ S'agissant du droit international, l'attention des auteurs de l'avant-projet est également attirée, d'une part, sur ce que le droit à un recours effectif au sens de l'article 13 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales peut être invoqué par un étranger qui se prévaut d'une violation de l'un des droits fondamentaux garantis par la convention et, d'autre part, sur ce que le droit pour les demandeurs d'asile à un recours effectif devant une juridiction concernant certaines décisions prises à leur égard est également garanti par l'article 39 de la directive 2005/85/CE du Conseil du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres (directive dont le délai de transposition a expiré le 1^{er} décembre 2007 en application de son article 44). En ces matières, c'est évidemment à la Cour européenne des droits de l'homme et à la Cour de justice des Communautés européennes qu'il incombe, en dernier ressort, de préciser, chacune en ce qui la concerne, les implications concrètes de cette exigence d'un recours effectif.

⁽⁵⁾ Comparez, pour ce qui concerne l'examen par le Conseil d'État des recours toujours pendants devant lui en matière de contentieux des étrangers, avec les articles 15, 18, 22, 24 et 27 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000 portant règlement de procédure particulier au contentieux des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.

Observations finales

1. S'agissant d'un nouvel avant-projet de loi, il y a lieu de lui donner un intitulé distinct de celui sur lequel l'avis 45.452/1/2/3/4 a été donné ⁽⁶⁾.
2. De même, il convient que cet avis 45.452/1/2/3/4 soit joint au projet de loi lorsque celui-ci sera déposé au Parlement ^{(7) (8)}.

⁽⁶⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n^{os} 12, 14 et suivants [www.raadvst-consetat.be/?page=technique legislative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (17/12/2008).

⁽⁷⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n^o 231.5 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique legislative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (17/12/2008).

⁽⁸⁾ Compte tenu de l'observation relative à la recevabilité.

Voorafgaande opmerking

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit voorontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het noodzakelijk is een wetsontwerp in te dienen bij het Parlement.

Ontvankelijkheid van het voorontwerp

Omtrent de artikelen 5, 6, 8, 10, 11, 13, 14, 16, 17, 18 en 19 van het voorliggende voorontwerp van wet is op 18 november 2008 advies 45.452/1/3/4 verstrekt over een voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen (II)" ⁽¹⁾.

Wanneer de afdeling wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze de bevoegdheid opgebruikt die ze krachtens de wet heeft en het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven.

Dat geldt niet wanneer overwogen wordt in de tekst volledig nieuwe bepalingen in te voegen waarvan de inhoud losstaat van de opmerkingen of voorstellen die in het eerste advies van de afdeling wetgeving zijn gemaakt of gedaan: in zo'n geval moet de afdeling wetgeving weer worden geraadpleegd, maar dan heeft het advies enkel betrekking op de nieuwe bepalingen.

De artikelen 5, 6, 8, 10, 11, 13, 14, 16, 17, 18 en 19 van het voorliggende voorontwerp van wet zullen bijgevolg niet worden onderzocht.

⁽¹⁾ *Gedr. St.*, Kamer, 2008-2009, nr. 1609/1, blz. 15 e.v.

Onderzoek van het voorontwerp.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

TITEL I - ALGEMENE BEPALING

Over deze titel hoeft geen opmerking te worden gemaakt.

TITEL II - ASIEL EN IMMIGRATIE

Hoofdstuk 1 - Wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Artikel 7

Artikel 7, 1/, van het voorontwerp heeft tot doel artikel 39/69, § 1, derde lid, aan te vullen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen om te voorzien in andere gevallen waarin er geen inschrijving is op de rol. Het ontworpen onderdeel 7/ stelt dat andere gevallen zouden kunnen worden bepaald in de procedureregeling die vastgesteld moet worden in artikel 39/68, dit wil zeggen een regeling vastgesteld bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

.../...

Het is de afdeling wetgeving evenwel niet duidelijk in welke andere gevallen deze regeling zou kunnen voorzien en in de toelichting bij het artikel wordt daaromtrent niets gezegd. Gelet op de reeds in de wet uitdrukkelijk bepaalde redenen om zaken niet in te schrijven op de rol, zou de bij artikel 39/69, § 1, derde lid, aan de Koning verleende machtiging beter moeten worden afgebakend ⁽²⁾ of, gelet op de nieuwe gevallen van niet-inschrijving op de rol waarin de ontworpen bepaling reeds voorziet, worden opgeheven.

Artikel 9

Het ontworpen artikel 39/73, § 1, tweede tot zesde lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt:

"De kamervoorzitter of de door deze aangewezen rechter die beschikt over (ten minste) 3 jaar graadanciënniteit, stelt de verzoekende partij, de verwerende partij en in voorkomend geval de vreemdeling die bij de beslechting van de zaak een belang heeft indien het een beroep betreft dat is ingediend door de minister of zijn gemachtigde, bij beschikking onverwijld (ervan) in kennis dat het beroep doelloos of kennelijk onontvankelijk is of dat er afstand van wordt gedaan of dat het van de rol dient te worden afgevoerd.

Ten aanzien van de verzoekende partij geldt een vermoeden van afstand van geding wanneer zij, binnen een termijn van vijftien dagen die ingaat met de betekening van de in de tweede lid bepaalde beschikking, geen nota tot nadere uitleg indient. Die nota tot nadere uitleg is beperkt tot een repliek op de in de beschikking aangehaalde grond van afdoening.

In de beschikking wordt melding gemaakt van deze bepaling en wordt bondig de grond van afdoening weergegeven.

Indien de verzoekende partij tijdig een nota indient dan doet de kamervoorzitter of de door deze aangewezen rechter die beschikt over ten minste 3 jaar graadanciënniteit onverwijld uitspraak. Besluit hij niet tot de verwerping van het beroep om de reden aangehaald in het tweede lid, dan wordt de procedure overeenkomstig de navolgende artikelen voortgezet.

⁽²⁾ Zie advies 39.717/AV, op 21 februari 2006 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot inrichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (*Gedr.St.*, Kamer, 2005-2006, nr. 2479/1, blz. 340).

Indien de verzoekende partij binnen de in het derde lid bepaalde termijn, geen nota tot nadere uitleg heeft ingediend, dan spreekt de kamervoorzitter of de door deze aangewezen rechter die beschikt over (ten minste) 3 jaar graadanciënniteit, onverwijld de afstand van geding uit."

Zoals deze bepaling is geformuleerd, kan ze niet worden aanvaard om de volgende redenen:

1. Ofwel gaat het ontworpen tweede lid erom aan te geven dat de voorzitter - of de rechter die hij aanwijst - een beslissing neemt bij beschikking en dat hij deze beschikking vervolgens toezendt aan de verschillende partijen. In dat geval kan de ontworpen bepaling niet worden aanvaard. Door te bepalen dat de rechter een beslissing neemt alvorens hij van de partijen ook maar de geringste uitleg heeft kunnen verkrijgen, kan de ingestelde procedure immers niet garanderen dat het debat op tegenspraak verloopt.

Ofwel gaat het er alleen om te preciseren dat de voorzitter - of de rechter die hij aanwijst - , wanneer het zijn bedoeling is een beslissing te nemen waarbij geconcludeerd wordt dat het beroep doelloos of kennelijk niet-ontvankelijk is of dat er afstand van wordt gedaan of dat het van de rol moet worden afgevoerd, de partijen daarvan vooraf op de hoogte moet stellen. In dat geval moet de ontworpen bepaling in die zin worden herschreven.

2. Meer fundamenteel moet, aangezien het de eerste fase betreft van een daadwerkelijk jurisdictioneel beroep ⁽³⁾, in de voorgestelde regeling overeenkomstig de

⁽³⁾ Het Grondwettelijk Hof heeft in dat verband onlangs beklemtoond dat het recht op een daadwerkelijk jurisdictioneel beroep een algemeen rechtsbeginsel is (arrest nr. 81/2008 van 27 mei 2008, B.40.2 en B.59.2) en heeft tevens eraan herinnerd dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ook in zekere mate volle rechtsmacht bezit wanneer hij uitspraak doet op basis van artikel 39/2, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (ibidem, B.29.5). Het Grondwettelijk Hof heeft in datzelfde arrest eveneens gesteld: "Het hoofdzakelijk schriftelijke karakter van de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, vergezeld van de mogelijkheid voor de partijen en hun advocaat om hun opmerkingen mondeling voor te dragen op de terechtzitting, zoals daarin is voorzien in het tweede lid van artikel 39/60, doet geen afbreuk aan het recht op een rechterlijke toetsing en aan het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel" (B.28.1).

algemene beginselen toepasselijk op de organisatie van de jurisdictionele procedures in intern recht ⁽⁴⁾, de mogelijkheid worden voorzien voor de partij die daarom uitdrukkelijk verzoekt binnen de haar daartoe verleende termijn, om haar opmerkingen te doen kennen tijdens een terechtzitting vóór haar eerste rechter die de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is ⁽⁵⁾.

Artikel 9 moet bijgevolg grondig worden herzien om rekening te houden met deze twee opmerkingen.

Hoofdstuk 5 - Overgangsbepalingen

Over dit hoofdstuk hoeft geen opmerking te worden gemaakt.

⁽⁴⁾ Wat het internationale recht betreft, wordt de stellers van het voorontwerp erop gewezen dat enerzijds het recht op een daadwerkelijke rechtshulp in de zin van artikel 13 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden kan worden aangevoerd door een vreemdeling die zich beroept op schending van één van de grondrechten die door het Verdrag worden beschermd, en dat anderzijds het recht van een asielaanvrager op een daadwerkelijk rechtsmiddel bij een rechterlijke instantie tegen sommige beslissingen die te zijnen aanzien kunnen worden genomen eveneens gewaarborgd wordt bij artikel 39 van richtlijn 2005/85/EG van de Raad van 1 december 2005 betreffende minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus (een richtlijn waarvan de termijn van omzetting met toepassing van artikel 44 ervan op 1 december 2007 verstreken is). In deze aangelegenheden is het uiteraard aan het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen dat het in laatste aanleg toekomt om, elk wat hem betreft, de concrete implicaties van dit vereiste van een daadwerkelijk rechtsmiddel te preciseren.

⁽⁵⁾ Wat het onderzoek, door de Raad van State, betreft van de beroepen die in vreemdelingenzaken nog hangende zijn vóór de Raad van State, vergelijk met de artikelen 15, 18, 22, 24 en 27 van het koninklijk besluit van 9 juli 2000 houdende bijzondere procedureregeling inzake geschillen over beslissingen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Slotopmerkingen

1. Aangezien het gaat om een nieuw voorontwerp van wet dient hieraan een ander opschrift te worden gegeven dan aan het voorontwerp waarover advies 45.452/1/2/3/4 is verstrekt ⁽⁶⁾.

2. Bovendien moet dat advies 45.452/1/2/3/4 gevoegd worden bij het ontwerp van wet wanneer het bij het Parlement zal worden ingediend ^{(7) (8)}

⁽⁶⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 12, 14 en volgende http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (17/12/2008).

⁽⁷⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 231.5 http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (17/12/2008).

⁽⁸⁾ Rekening houdend met de opmerking betreffende de ontvankelijkheid.

L'avis concernant les Titres I^{er} et II a été donné par la quatrième chambre composée de

Het advies betreffende de Titels I en II werd gegeven door de vierde kamer samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Ph. HANSE,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIÉNARDY,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Les rapports ont été présentés par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

Het verslagen werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAVEBECK, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de MM. P. LIÉNARDY et J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de HH. P. LIÉNARDY en J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE